



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2012009-0004 du 9 JANVIER 2012

mettant en demeure la société KERRY Ingrédients France située
sur le territoire de la commune d'APT de respecter l'arrêté
préfectoral d'autorisation du 31 mars 2003

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;

VU le courrier de la société KERRY Ingrédients France adressée à la DREAL le 21 octobre 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI2011-08-22-0090-PREF du 22 août 2011 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse

CONSIDERANT que la société KERRY Ingrédients France ne respecte pas l'ensemble des prescriptions de son arrêté préfectoral du 31 mars 2003 ;

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions par la société KERRY Ingrédients France est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Préfecture de Vaucluse ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société KERRY Ingrédients France, sise quartier Salignan – BP 137 à Apt (84400), est mise en demeure, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de :

- traiter toutes les eaux pluviales du site conformément à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2003,
- rendre les aires de dépotage conformes à l'article 3.4 de l'arrêté précité,
- mettre les bacs contenant des fruits en saumure ou de la saumure seule sur rétention, conformément à l'article 3.4 de l'arrêté précité.

ARTICLE 2 :

Les études et travaux nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L. 514-11.II et L. 541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Apt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le - 9 JAN 2012

Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Martine CLAVEL